

Questions orales

régionale. Puisque son ministère vise à faire disparaître les disparités économiques et régionales dans toutes les régions du Canada soumises aux lois fédérales, pourrait-il nous dire s'il va faire en sorte que la loi canadienne s'applique à tout le Canada, par la mise en œuvre de programmes dans les territoires du Yukon et du Nord-Ouest?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, le député se souviendra, je pense, que nous avons discuté de cette question en maintes occasions. J'ai eu avec le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien de longs entretiens à ce sujet. Il s'agissait d'assurer dans les territoires le même genre d'aide que dans les provinces. Je dois dire que je ne me suis pas entretenu de la question avec le ministre actuel, mais je me promets de le faire. Même si le problème ne relève peut-être pas du programme d'expansion économique régionale, nous tâcherons de remédier aux disparités qui séparent les deux parties du pays, si je puis m'exprimer ainsi.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'INCARCÉRATION DE VALENTYN MOROZ EN URSS—
DEMANDE D'INTERVENTION DU PREMIER MINISTRE—
L'OPPORTUNITÉ D'UN EXAMEN PAR DES MÉDECINS NEUTRES

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Il s'agit de l'incarcération de Valentyn Moroz. Vu les dernières instances présentées au gouvernement et à tous les députés par le comité sur la défense des droits de Valentyn Moroz, et l'affirmation que les renseignements communiqués par le ministre soviétique des Affaires étrangères au secrétaire d'État aux Affaires extérieures sont ou faux ou périmés, le premier ministre nous dirait-il s'il est disposé à intervenir personnellement et à faire des instances auprès de l'Union soviétique afin de connaître de façon exacte l'état de santé de Valentyn Moroz?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le député se souvient sûrement de la réponse donnée il y a quelque temps par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il voudrait que je revienne sur les instances que j'ai présentées au plus haut niveau qui soit, c'est-à-dire au premier ministre Kossyguine et à l'ambassadeur. En toute franchise, rien ne me permet de croire qu'une nouvelle déclaration de ma part provoquerait une réaction différente de celle que j'ai obtenue par le passé. J'aimerais savoir si le député a quelque raison de s'attendre à un changement.

M. Mazankowski: J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Compte tenu des déclarations contradictoires qui ont été faites, je me demande si le premier ministre ou le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a envisagé de prendre contact avec les autorités soviétiques et de leur demander de nouveau qu'un groupe de médecins indépendants et impartiaux examine M. Moroz et détermine avec exactitude son état de santé, puisque le comité de défense de M. Moroz prétend que ses jours sont comptés d'ici la fin de l'année.

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que le gouvernement ait envisagé cette éventualité et j'hésiterais à approuver une telle démarche. Cela revient en effet à admettre que nous n'avons aucune confiance dans le gou-

vernement soviétique ni dans son respect de la parole donnée; si nous le disons, il n'y a aucune raison de penser qu'ils se montreront plus généreux envers nous, sachant que nous n'avons aucune confiance en eux.

* * *

● (1500)

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE PROJET D'ENVOI DE MISSIONS COMMERCIALES DES
PROVINCES DE L'OUEST—LES INTENTIONS DU
GOUVERNEMENT

M. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Biggar): Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre est au courant des réunions des ministres de l'Industrie des quatre provinces de l'Ouest qui ont eu lieu depuis un an et la semaine dernière. Dans leur communiqué conjoint émis à la suite de leur réunion de la semaine dernière à Winnipeg, ces ministres se sont dits préoccupés et mécontents des politiques fédérales concernant l'Ouest et ont annoncé leur intention d'unir leurs efforts dans un certain nombre de programmes de promotion et de développement, dont l'envoi de missions commerciales à l'extérieur du Canada; devant cette situation, le ministre est-il prêt à prendre des mesures au sujet de son service de commissaires commerciaux qui ne répond apparemment pas aux besoins et aux aspirations des Canadiens de l'Ouest, au dire des ministres, de façon à éviter les doubles emplois inutiles et les frais additionnels pour les contribuables?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, sur le premier point, j'aimerais indiquer clairement que nous essayons d'aider les provinces de l'Ouest à réaliser toutes leurs aspirations tant du point de vue du développement commercial qu'industriel. J'ai eu un certain nombre d'entretiens avec eux dont un aujourd'hui même précisément à ce sujet.

Le deuxième point que j'aimerais faire valoir, c'est que, par le passé, certaines des provinces ont envoyé des missions commerciales à l'étranger à leurs propres fins. Je ne suis pas certain qu'elles se soient avérées pleinement satisfaisantes. Toutefois, c'est une décision qui est la leur.

Pour ce qui est des autres genres de missions commerciales, c'est-à-dire celles qui visitent un autre pays, nous ferons tout ce que nous pourrons pour les aider dans ces missions de façon qu'elles soient aussi profitables que possible.

* * *

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

LE MÉCONTENTEMENT DANS L'OUEST AU SUJET DE LA
RÉPARTITION DES COMMANDES FÉDÉRALES—LES PROJETS
DU GOUVERNEMENT

M. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Approvisionnement et Services. Au sujet de la préoccupation et du mécontentement qu'ont exprimés les ministres de l'Industrie de l'Ouest au sujet de la part de l'Ouest canadien des achats fédéraux, le ministre est-il prêt à donner immédiatement des instructions à son ministère pour qu'il traite équitablement les fournisseurs canadiens de l'Ouest, contrairement à ce qui semble être ses pratiques discriminatoires actuelles?